

## NATIONAL UNIVERSITY OF IRELAND, GALWAY

## FACULTY OF LAW

SUMMER EXAMINATION 1998/99

## 1ST YEAR BACHELOR OF CORPORATE LAW

LEGAL FRENCH

(LW 109)

Professor Sherigam  
 Professor Campbell  
 Professor O'Gormaille  
 Ms Cacciaguidi-Fahy

Time: THREE Hours  
 Answer EACH question  
 No dictionary allowed

1. Compréhension (20 marks)

Lisez le texte suivant plusieurs fois et répondez aux questions suivantes:

Imaginez un traité de commerce autorisant les entreprises multinationales et les investisseurs à poursuivre directement en justice les gouvernements pour obtenir des dommages et intérêts en compensation de toute politique ou action publique qui aurait pour effet de diminuer leurs profits. Cela n'est pas l'intrigue d'un roman de science-fiction sur l'avenir totalitaire du capitalisme. Seulement l'une des clauses du projet – avorté – de traité sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), M. Renato Ruggiero, en avait justement décrit la nature: *"Nous écrivons la Constitution d'une économie mondiale unifiée."*

L'AMI était en négociation depuis 1995 au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à Paris. Les vingt-neuf pays membres, dont tous les plus riches du monde, voulaient d'abord s'entendre avant de présenter aux pays en développement un traité à prendre ou à laisser, l'objectif étant d'étendre le programme de déréglementation systématique de l'OMC aux quelques secteurs vitaux non encore concernés: la localisation et les conditions de l'investissement dans l'industrie et les services, les transactions sur les devises et les autres instruments financiers tels que les actions et les obligations, la propriété foncière et les ressources naturelles ...

Alors même que au cours des précédentes décennies, le monde a connu une véritable explosion des mouvements planétaires de capitaux, l'investissement a moins attiré l'attention de l'opinion publique, de la presse et du pouvoir politique que de l'activité commerciale. Cependant, les entreprises transnationales et les grands établissements financiers y sont particulièrement attentifs. Avec patience et agressivité, ils ont fait en sorte que les règles générales en la matière satisfassent leurs intérêts particuliers et assurent l'extension et la consolidation de leur pouvoir sur les Etats. Législateurs et citoyens ont été tenus dans l'ignorance des tractations, alors même que le texte de l'OCDE était bouclé à 90%. C'est seulement à la faveur de l'offensive des mouvements de citoyens américains contre la procédure de négociation commerciale dite de la voie expresse (*fast track*), en avril 1997, que le Congrès prit connaissance des négociations sur l'AMI menées depuis trois ans par le département d'Etat et celui du Trésor.

Le mur de silence déborda les Etats-Unis. En France, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Jack Lang, pourtant directement concerné, déclarait en décembre 1997: *"Nous ignorons qui négocie quoi au nom de qui."* Les officiels américains nièrent l'existence du texte jusqu'au jour où une coalition internationale de mouvements de citoyens s'en procura une copie. Au grand dam du département d'Etat, de ses partenaires et de l'OCDE, celle-ci fut rendue accessible sur Internet.

Si comme dans la plupart des traités internationaux, l'AMI établit une série de droits et d'obligations, il se différencie fondamentalement des autres accords: les droits y sont réservés aux entreprises et investisseurs internationaux, tandis que les gouvernements assument toutes les obligations. De plus, innovation sans précédent, une fois les Etats entrés dans l'AMI, ils sont irrévocablement engagés pour vingt ans [...].

Le chapitre-clé du traité s'intitule *"Droit des investisseurs"*. Y figure le droit absolu d'investir - acheter des terrains, des ressources naturelles, des services de télécommunication ou autres, des devises - dans les conditions de déréglementation prévues par le traité, c'est-à-dire sans aucune restriction. Les gouvernements eux, sont dans

l'obligation de garantir la "pleine jouissance" de ces investissements. De nombreuses clauses prévoient l'indemnisation des investisseurs et des entreprises en cas d'interventions gouvernementales susceptibles de restreindre leur capacité à tirer profit de leur investissement. En particulier lorsque celles-ci auraient un "effet équivalent" à une "expropriation, même indirecte". Ainsi, aux termes de l'accord, "la perte d'une opportunité de profit sur investissement serait un type de préjudice suffisant pour donner droit à indemnisation de l'investisseur". [...]

Lori M. Wallach (*Le Monde Diplomatique*, Nov-Dec 1998)

- (a) Qu'est-ce que et en quoi consiste l'AMI?
- (b) Selon le texte, quelles sont les différences entre l'AMI et tout autre accord international?
- (c) Comment le traité sur l'AMI est-il rentré dans le domaine public?
- (d) Exprimez et expliquez de façon claire en quoi consiste le chapitre-clé du traité.
- (e) Pourquoi, selon vous, les négociateurs de ce traité ont-ils voulu garder le secret sur cette entreprise liberticide?

## 2. Traduction (20 marks)

Traduisez les phrases suivantes en français :

- (a) The weekly duration of work, the duration of paid holidays and bank holidays as well as the rate of absenteeism determine the competitiveness of a company
- (b) Tangible assets are part of the asset value to be found on the left inside column of a balance sheet
- (c) Income tax forms must be filled out before the end of the calendar year
- (d) As requested, please find enclosed herewith an invoice in triplicate
- (e) The stock exchange is a market where one buys and sells shares or bonds

## 3. Rédigez une réponse à la lettre suivante en vous servant des informations ci-dessous (20 marks)

Mégère S.A.,  
15 rue des Libellules,  
26000 Montélimar.

Super Laser,  
Allée centrale,  
38040 Grenoble.

5 avril 1999,

Monsieur le Directeur,

Je vous écris pour vous informer que le chèque n° 15792 Co de 8.5000 F, que nous avons retiré sur votre agence le 21 février dernier, à votre nom, n'a pu être payé pour insuffisance de fonds.

Nous vous avons déjà envoyé à cet effet une lettre de rappel, le 21 mars 1999.

Je suis très ennuyé, car étant client de longue date avec notre établissement, nous voudrions conserver nos relations avec vous. Pouvez-vous s'il vous plaît effectuer un paiement sous quinzaine, sinon je me verrai dans l'obligation d'adresser la facture à notre service contentieux.

Recevez, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

G. Martin

Le directeur de l'agence Mégère S.A. n'a pas répondu à la 2<sup>ème</sup> lettre de rappel de Mr Martin. Le cas a été envoyé au service contentieux.

Rédigez la lettre du service contentieux au directeur de Super Laser.

#### **4. Dissertation (40 marks)**

**Discutez de l'un (1) des sujets suivants:**

(a) L'administration de l'Union européenne

**OU**

(b) Qu'est-ce qu'une entreprise? Présentez les différentes formes juridiques d'une entreprise:

- Entreprise individuelle
- Entreprises privées: SNC, SARL, SA
- Entreprises publiques: entreprises nationalisées, sociétés à économie mixte

**OU**

(c) Les fondements institutionnels de la France et les institutions

**OU**

(d) L'économie de la France: atouts et handicaps